

N°0063 | du 16 au 30 mai 2012

LÉGISLATIVES 2012 :

LE GOUVERNEMENT AVANCE, L'OPPOSITION MENACE



Vers un scrutin tendu!

POLITIQUE Kofi Yamgnane: TOUJOURS A LA RECHERCHE D'UN POINT DE CHUTE

PP.4,5

ECONOMIE

Diaspora togolaise: UN POTENTIEL ECONOMIQUE A EXPLOITER P.7

INVITE SPÉCIAL



Me Yawovi
Agboyibo,

«L'ALTERNANCE
EN 2015 EST
A PORTEE
DE MAINS»

PP.5,6

CULTURE

Fête des mères :

VLISCO LANCE UN GRAND JEU TOMBOLA

P.13



Index

Editorial

Infos N°0063 | du 16 au 30 mai 2012 P Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

LES DECLINOLOGUES!

S'il y a un sport dans lequel excellent et se spécialisent certains Togolais, c'est celui du dénigrement permanent de notre chère Patrie. En effet, confondant de façon coupable le pouvoir qui est éphémère et la Patrie quant à elle éternelle, des compatriotes se délectent de tout ce qui peut constituer une mauvaise nouvelle pour notre pays; tout en s'attristant de celles considérées comme bonnes. Il existe une course effrénée : c'est à celui qui salira le plus l'image du pays et démontrera sa capacité à transformer les belles réussites en des canulars et les performances en de grands camouflets. Lorsque des rapports, des études sont publiés par des institutions ou organismes encourageant les avancées réalisées, ils sont vite discrédités : c'est forcément des corrompus qui l'ont rédigé, s'ils ne sont pas tout simplement tripatouillés; l'affaire de la CNDH venant justifier à posteriori cette ferme conviction chez eux. En revanche, il suffit d'une déclaration stigmatisant telle ou telle pratique, et cela fera les choux-gras y compris dans quelques salons feutrés.

Partout ailleurs sur cette planète règnerait le bonheur, sauf au Togo où bien sûr, tout irait mal. Et c'était forcément mieux avant. Ces « Déclinologues » embourbés dans un déni permanent qui n'a d'égale que leur haine, oublient juste de préciser que l'« avant » en question qui est leur référence, était aussi dirigé par l'ex RPT, mais alors parti-Etat. Leur belle époque fut celle de l'absence du pluralisme politique, celle de la liberté de parole ou de presse, des prisonniers politiques, des exilés politiques, de la gabégie, etc...; toutes choses réprouvées et jugées inacceptables par les Togolais au début des années 90 et qui ont entraîné des changements politiques fondamentaux.

Depuis lors, le Togo a traversé de graves crises l'entraînant bien de fois au bord du précipice, mais le rendant assurément avec la mal gouvernance, exsangue. Ce fut une époque terrible pour notre pays et dont nous sommes sortis grâce sans doute aux prières d'un peuple foncièrement croyant et attaché à certaines valeurs, mais aussi au concours des acteurs politiques, de tous bords. Aujourd'hui, rester accrochés au rétroviseur et nier les avancées notables et les sauts qualitatifs que connaît notre pays peut difficilement s'expliquer. On peut comprendre que le jeu et l'enjeu politique brouillent tout message susceptible d'être mis au crédit de son adversaire. Mais ils ne sauraient justifier cette tendance ancrée chez certains à décrire un pays pataugeant dans un « moyen-âgisme » honteux.

Il n'y a aucune raison à ce que le Togolais que nous sommes, rasions les murs sous prétexte de nos difficultés. Au contraire, il v a des motifs à s'enorgueillir de ce que par la volonté et la maturité de tous, nous ne soyons pas tombés dans le gouffre insurmontable et destructeur de la violence qui fissure, lorsqu'il ne détruit pas tout simplement et pour longtemps, le tissu social. Oui, beaucoup restent à faire pour faire de notre pays ce havre de bonheur et développé.

C'est pour cela qu'il faut une opposition forte, une société civile organisée qui soit les sentinelles de la cité. Mais non, notre pays n'est pas dans une dynamique qui l'entraîne inexorablement vers l'abîme. Voir dans chaque opportunité une difficulté comme le font nos « Déclinologues » n'a jamais été une posture positive pour aucun pays au monde.

L'ANC CONTRE LES RÉFORMES **POLITIQUES NON CONSENSUELLES**

es réformes politiques engagées par le gouvernement togolais dans la perspective des prochaines élections législatives et locales, sont loin de faire l'unanimité au sein de la classe politique. Après le CAR le 07 mai, c'est autour de l'ANC de fustiger l'attitude du gouvernement qui « se refuse à opérer les réformes politiques sur une base consensuelle »

au cours d'une conférence de presse tenue le mercredi 09 mai, les ténors du parti Orange ne sont pas allés par quatre chemins pour dénoncer le projet de loi portant code électoral et celui fixant le nombre de députés, adoptés en Conseil des Ministres respectivement les 18 et 30 avril 2012.

L'ANC qualifie le projet de loi organique fixant le nombre de députés d' « un tissu d'opacité et de contre-vérités destiné à abuser la communauté internationale ». Par rapport au projet de loi portant code électoral, le parti Orange estime qu'il n'apporte aucune amélioration au cadre électoral existant et laisse persister les dispositions qui favorisent la fraude électorale.

Ces projets de loi du gouvernement jugés non consensuels sont assimilés par l'ANC à un coup de force politique contre lequel le parti appelle les populations à se mobi-

LE CAR DANS LA RUE LES 18 ET 25 MAI À TABLIGBO ET À AMLAMÉ

e Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) s'insurge contre l'avant projet de loi du gouvernement fixant le nombre de députés à l'Assem-✓blée Nationale. Le parti évoque une injusticee et le manque d'équité dans la répartition des sièges dans certaines préfectures et demande aux populations concernées de descendre dans la rue les 18 et 25 mai prochain. Le 07 mai dernier, le CAR a tenu à son siège, une conférence de presse. Il s'agissait pour le parti des déshérités de réagir par rapport à un projet de découpage électoral, annoncé en Conseil des Ministre le 30avril, et qui fixe le nombre de députés à 91.

Dans une déclaration liminaire rendue public au cours de la rencontre, le CAR proteste contre ce nouveau découpage « élaboré unilatéralement par le gouvernement au mépris du consensus prescrit par l'Accord Politique Global ». Le CAR déplore en outre, les graves anomalies entachant la nouvelle configuration des sièges de députés, en nombre et en répartition. Pour le CAR, en effet, les préfectures d'Amou et de Yoto sont victimes d'injustice ; ces zones ont eu depuis les législatives de 1994 trois (03) sièges de députés comme les préfectures similaires, en superficie et en population. Certaines de ces préfectures, à en croire le CAR, ont même vu le nombre de leurs députés passé de 3 à 4 voire 5, à la suite de la transformation d'une partie de leur territoire en nouvelles préfectures ou sous-préfectures. En conséquence, le CAR demande au gouvernement de rétablir les préfectures de Yoto et d'Amou dans leur droit et exige par ailleurs que le nombre de sièges attribués à Lomé-Golfe et à Tchamba, soit revu.

Pour se faire entendre, le CAR demande à ses militants de descendre dans la rue les 18 et 25 mai prochains à Tabligbo et à Amlamé.

Franck NONNKPO J. J. RAWLINGS OU LE BON

SAMARITAIN

'ancien président Ghanéen John Jerry Rawlings rendant visite à un ménage, cette scène assez inhabituelle s'est passée à Lomé le 26 Avril 2012. ✓I.J. Rawlings avait effectué le voyage depuis le Ghana de façon officieuse pour s'enquérir de la santé d'une femme accidentée à qui il avait porté secours il y a quelques mois. On se rappelle que le 19 mai 2011, suite à

un accident qu'elle venait d'avoir, une femme avait la rotule cassée .L a victime inerte, gisait dans le sang sur le goudron chaud, cherchant désespérément du secours. Par bonheur, le cortège de l'ancien Président ghanéen, J.J. RAWLINGS, en séjour à Lomé dans le cadre d'un colloque, passait. Le triste spectacle de cette femme en proie à une douleur atroce, a tôt fait d'attendrir l'homme d'Etat. Sur ses injonctions, la victime fut transportée dans un centre de santé, à bord d'un véhicule, escorté par le motard et la cireuse qui l'accompagnaient. Le lendemain, RAWLINGS, accompagné du ministre togolais de la Sécurité Latta Gnama, rendit visite à l'accidentée qui se portait mieux, son opération ayant réussi. L'on avait cru que cette belle histoire s'arrêterait là. Seulement voilà, le 26 avril 2012, alors qu'ils ne s'y attendaient guère, l'accidentée et son époux reçurent à leur domicile la visite du « bon Samaritain », J.J. RAWLINGS, accompagné du ministre Latta Gnama et de l'Ambassadeur du Ghana au Togo. Quelle belle leçon d'amour et d'humi-Franck NONNKPO

DAHUKU PÉRÉ SORT DE L'OMBRE

e cœur de Maurice Dahuku Péré serait-il en train de battre pour le nouveau parti de Faure? C'est la question qui agite la masse depuis la dernière ✓sortie médiatique de « l'Alliance », parti crée par l'ex- patron de l'Assemblée nationale depuis sa dissidence

En effet, dans le cadre de leur première session de l'année 2012, les membres du Comité Politique de l'Alliance Démocratique pour la Patrie (Alliance), s'étaient réunis le samedi 05 mai à la « Maison des Géographes ». Au menu de la rencontre, la situation politique au Togo, en Afrique et dans le monde.

Dans la déclaration sanctionnant la réunion, les membres du Comité Politique ont « pris acte de la dissolution de l'ancien parti unique RPT, de la création du nouveau parti politique par le Chef de l'Etat, l'Union pour la République (UNIR) ». A cet effet l'Alliance « salue la décision courageuse du Président de la République de porter le RPT à sa dernière demeure à cause de tout le mal qu'il a fait au peuple togolais, en lieu et place de tout le bien qui en était attendu, et l'UNIR sur les fonts baptismaux, une fois encore pour le bien qui en est attendu ». L'Alliance se dit consciente qu'il s'agit là d'un acte courageux de dépassement de soi et salue « cet acte de courage qui fonde véritablement un nouvel avenir pour le Togo ».

S'agit-il d'une déclaration d'amour à l'endroit du nouveau parti présidentiel ? L'avenir nous le dira.

Pranck NONNKPO

PLUS DE 141 MILLIARDS DE FCFA POUR LUTTER CONTRE LE VIH/SIDA **AU TOGO D'ICI 2015**

e Togo a adopté le 11 Mai dernier à Lomé, un plan stratégique national (PSN) de lutte contre le SIDA et les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) pour la période 2012-2015. Ce plan devra se voir doté d'un budget de plus de 141 milliards pour la riposte contre la pandémie.

Ce plan national stratégique permettra au ministère de la Santé et au Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infection Sexuellement transmissibles (CNLS-IST) de mettre en place des actions efficaces de lutte contre la pandémie du VIH/SIDA et de réduire de 50%, les nouvelles infections d'ici 2015. Ces actions ciblent essentiellement les détenus et les professionnels du sexe. Le budget total estimé est de 141 milliards de francs CFA. Toutefois, le Togo ne dispose actuellement que de 23% de ce montant et en appelle aux partenaires techniques et financiers (PTF).

Pour le coordonnateur national adjoint CNLS-IST, Amoussou Kégnidè Damien, ce plan stratégique national est primordial pour fixer des grandes orientations en terme de prise en charge et soins en vue de réduire l'évolution de l'épidémie du VIH. « Il constitue, à cet effet, un cadre programmatique dans la marche du pays vers l'atteinte des Objectifs du Millénaires pour le Développement à l'horizon 2015 », a-til affirmé.

Politique

Législatives 2012 : le gouvernement avance, l'opposition menace

🔑 Ayi d'ALMEIDA

Vers un scrutin tendu !

es choses semblent s'être accélérées depuis l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi de modification du code électoral. Une séance de l'Assemblée nationale s'est tenue pour discuter de ce projet ; une autre était prévue le 🖊 14 mai pour son adoption. La classe politique a vertement réagi à l'initiative, l'ANC par exemple dénonçant un passage en force tout en brandissant la menace d'un boycott, tandis que la CAR mettait en garde le gouvernement contre des réformes unilatérales tout en appelant à la mobilisation de ses militants. Après plusieurs mois de dialogue de sourds et de blocage, la démarche du gouvernement a eu au moins le mérite de faire une piqure de rappel aux différentes formations politiques sur la proximité de l'échéance électorale et de la nécessité d'en discuter au plus tôt les conditions, puisque les uns et les autres ont finalement décidé d'aller à l'essentiel. Sans préalables!

Le projet de loi introduit devant le dont copie a été envoyé aux partis politiques pour observations et amendements, est un texte intégrateur de ans révolus. deux cent quatre vingt neuf (289) articles répartis en huit (8) titres.

Le titre Ier définit les dispositions communes aux structures de gestion des consultations référendaires et électorales dont l'élément essentiel est la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) qui a vu son accès davantage encadré. Il introduit une innovation par la transformation du Secrétariat administratif permanent en Secrétariat exécutif renforcé par le recrutement de ressources humaines de qualité et d'expérience avérée notamment dans le domaine juridique.

La CENI sera toujours composée de 17 membres; 5 désignés par la majorité parlementaire, 5 par l'opposition parlementaire, 3 par les partis politiques extraparlementaires élus par l'Assemblée nationale, 3 de la société civile élus par l'Assemblée nationale, et 1 membre désigné par l'administra-

Le titre II, consacré aux dispositions relatives à l'élection du Président de la République, n'a connu aucune modification. Fruit de la loi n°2003-011 du 9 octobre 2003 portant modification de l'élection des sénateurs, le titre III porte sur les dispositions relatives à définis par la

loi. Ils seront élus au suffrage univer-Parlement par le gouvernement et sel indirect avec un scrutin uninominal à un tour. Pour être éligible, il faut être togolais de naissance et âgé de 35

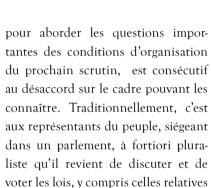
> Le titre IV concerne les dispositions relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale. Il précise la composition et le mode d'élection des députés, les conditions d'éligibilité et d'inéligibilité, les incompatibilités et les conditions de déclaration de candidature

> Les innovations concernent surtout le fait que le décès d'un candidat pendant la campagne électorale ne modifie plus le déroulement du scrutin, contrairement à la pratique antérieure. Le scrutin ne peut être perturbé que si la liste perd des candidats de telle sorte que le nombre de candidats restants est inférieur au nombre de postes à pourvoir.

> Quant au titre V, il détermine les dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux ; ce qui ne figurait pas dans le code actuel. Le titre VI est relatif à l'élection des conseillers de préfecture, le VII à celle des conseillers municipaux et le VIII consacré aux dispositions finales.

QUEL CADRE POUR LES REFORMES?

La quasi-totalité des formations politiques a reçu copie de ce texte et l'élection des sénateurs. Leur nombre joints au téléphone, la plupart des déjà au logo. Exception ailleurs, cela et les modalités de répartition seront leaders ont concédé travailler là-des- semble y devenir curieusement la



au code électoral.

Le fait qu'il y ait une majorité susceptible d'adopter mécaniquement les textes face à une minorité, juridiquement incapable de les mettre en échec, ne constitue pas un argument suffisant pour que d'éventuelles réformes se fassent ailleurs qu'au sein de l'Assemblée nationale. Elle doit en toutes circonstances avoir le dernier mot, si tant et si bien que même lorsque des négociations politiques ont lieu ailleurs, leur validation passe par elle.

Cependant, de façon exceptionnelle et lorsque les circonstances l'exigent comme en période de crise par exemple, l'Assemblée nationale peut temporairement être mise entre parenthèses, son rôle minoré et confié à un cadre de substitution.

Cela est arrivé à plusieurs reprises sus. Tout ce temps perdu jusque-là règle puisque qu'il est dénié au Parlement togolais, toute compétence pour voter d'éventuelles réformes. Surtout depuis l'APG (Accord Politique Global), qui est la référence absolue, la Bible pour la classe politique togolaise, l'alpha et l'oméga de toute pensée ou de toute action. Alors même que depuis cet APG, il y a eu des élections ayant permis l'installation d'un Parlement pluraliste qui malheureusement, n'exerce pas ses prérogatives en matière de propositions de lois, encore moins de contrôle de l'action du gouverne-

En réalité, continuer à débattre des questions politiques cruciales hors parlement, même si la recherche du dialogue et du consensus est un objectif louable, équivaut à délégitimer de fait les institutions issues de scrutins acceptés par tous et jugés crédibles par les observateurs ; et à faire consommer l'idée que le pays est en perpétuelle crise et dans une transition sans fin.

Ces positions étant celles toujours proclamées par l'opposition et visiblement entérinées par le pouvoir.

Dès lors, c'est un choix politique qu'il faudra affirmer et assumer. Et qui devrait logiquement se poursuivre en cas de changement de majorité par exemple, lors des prochaines élections. En clair, même en cas d'alternance au Parlement, voire à la Présidence, l'APG devra continuer à être la Bible.

A moins qu'on estime que la crise est résolue dès lors que le pouvoir exécutif change de main.

Par ailleurs, il est difficilement compréhensible de faire capoter le dialogue à 4 (gouvernement- exRPT-ANC-CAR) sur la question de la hiérarchisation des sujets de discussion, notamment de la primauté à accorder à la question de la limitation du mandat, un scrutin prévu dans 3

ans; sur celle des conditions d'organisation d'élections prévues elles dans 6 mois. L'argument avancé sur un prévisible (habituel ???) refus du pouvoir de discuter de la limitation du mandat une fois les législatives passées, n'est pas convaincant;

pour une raison au moins. Cette position fait présumer que ceux qui la soutiennent confessent d'ores et déjà leur défaite pour les législatives puisqu'en cas de victoire, ce sont eux qui seront majoritaires à l'Assemblée, dirigeront et composeront le gouvernement, et donc à l'initiative.

L'IMPOSSIBLE CONSENSUS:

Pour un sujet comme les conditions d'organisation d'une élection, établir un consensus relève d'un parcours du combattant ; surtout lorsqu'il s'agit de découpage électoral, question éminemment politique. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les propositions formulées par les différentes formations politiques pour se rendre compte qu'aucune ne ressemble à l'autre ; même s'il existe des constantes.

Derrière chaque argument et démonstration apparemment innocente, se cachent forcément des arrières pensées politiques et de calculs électoralistes, somme toutes légitimes par ailleurs. C'est la raison pour laquelle accorder les violons de la multitude de partis, il est vrai d'inégale audience, n'est pas de la gageure. Il faut un accord a minima fondé sur l'équité, qui corrige les aberrations contenues dans le précédent découpage et le déséquilibre au préjudice de la région maritime, notamment de Lomé et de son hinterland, relevé à juste titre par les différentes recommandations de l'Union Européenne. La foire à empoigne et les déclarations à l'emporte-pièce ne sont pas susceptibles de régler ce genre de divergences.

Le plus important et en tout état de cause, est que l'accent soit davantage mis sur la crédibilité et la transparence du scrutin, quelque soit le découpage finalement retenu. Parce qu'il y a une chose qui n'est pas fréquemment relevée, c'est qu'en 1994, lorsque l'opposition comprenant le CAR et l'UTD gagnèrent les législatives avant de transformer leur victoire en un gros gâchis, le découpage était le même. Pourtant, ces partis à eux deux remportèrent 41 sièges sur les 81 en jeu.



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07 Adresse: BP. 431 Lomé

Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

Directeur de Publication

Ekpé K. AGBOH AHOUELETE Rédaction

Ayi d'ALMEIDA Ibrahim SEYDOU Franck NONNKPO

 Collaboration Lola AKOMATSRI-Ozias ALLELUIA

Martial B Dodji AGNIGBANKEDE Eric TCHALIM

• Distribution Komlanvi Delali AGBOH

Maison du journalisme Casier N°49

• Imprimerie Imprimerie 1 Rois 17 BP. 8043 Lomé Togo Tél. +228 9005 4237 / 9958 7773

 Conception Focus Yakou Sarl

Tél: +228 2227 0777 / 2235 7766 Lomé Togo

Tirage

2500 exemplaires

Election de François Hollande

P Franck NONNKPO

Ce qu'en pense la classe politique togolaise

es élections présidentielles en France viennent de connaître leur dénouement. Sans grande surprise, c'est le favori des sondages, François Hollande, le candidat socialiste, qui a été élu. L'ancien premier secrétaire du parti socialiste (PS) a été crédité de 51,90% des suffrages contre 48,5 pour son adversaire, Nicolas Sarkozy, qui briguait un second mandat.

En Afrique où ces élections ont été à juste titre largement suivies, les réactions sont plus ou moins la épidermiques. La classe politique togolaise n'est pas du reste. Plusieurs leaders de partis se sont confiés à Focus Infos. Quelle est l'impression des politiques togolais à l'élection de François Hollande? Qu'attendentils du nouveau président? Telles sont les questions sur lesquelles les uns et les autres se sont prononcés.

L'élection du député de Corrèze, suscite beaucoup d'enthousiasme et d'espoir chez les Africains, les Togolais y compris. Le premier à montrer cet enthousiasme fut le CAR. « On s'est réjoui, dès l'annonce des résultats » ; il ne peut en être autrement lorsque quelqu'un comme François Hollande, qui promet de mettre fin aux régimes dictatoriaux en Afrique, arrive au pouvoir, estime -t- on du côté du parti des déshérités.

Le ton est le même à OBUTS où on déclare que «l'élection de François hollande est à saluer>>.Selon ce parti, c'est le dernier président socialiste, François Mitterrand qui a donné le coup d'envoi du processus de démocratisation en Afrique, suite au discours de la Baule en 1989. François Hollande étant issu de la même famille politique, il n'y a pas de raison, estime OBUTS, qu'il ne fasse pas comme son prédécesseur Mitterrand.

Si au CAR et à OBUTS on affiche clairement son enthousiasme par rapport à l'élection de François Hollande, à l'UFC, à l'ANC, à la CDPA, et à la CPP, en revanche, ce sentiment est plus mesuré.

« Les Français ont choisi l'homme qu'ils pensent pouvoir régler leurs problèmes », estime-t-on à l'UFC.

Pour la CPP, « l'élection du candidat socialiste est une bonne chose ; François Hollande a un langage rassembleur ».

Pour les partis qui partagent aussi le crédo socialiste au Togo, l'avènement du parti au pouvoir de leur famille au pouvoir réjoui avant tout. C'est le cas de la CDPA qui affirme ne pas surpris de la victoire du candidat du parti socialiste avec lequel il estime avoir des affinités«. L'ANC qui fait parti de l'international socialiste pour sa part se dit fière de la victoire de François Hollande. Pour le parti orange, « l'homme n'est pas de ceux qui félicitent les Chefs d'Etats qui volent les élections avant même que les élections truquées ne soient proclamés ».

Du côté de la Présidence de la République, l'élection du secrétaire du parti socialiste à la magistrature suprême, est accueillie avec un sentiment plutôt mitigé «. Une élection en France ou au Togo, c'est d'abord l'affaire des peuples concernés. Naturellement, je me réjouis que Monsieur HOL-LANDE ait été élu car une élection à ce niveau est une consécration d'un engagement persévérant, parfois l'aboutissement de toute une



vie politique au service d'idées, de convictions et d'une ambition. Le président François HOLLANDE se consacrera avant tout à son pays, la France, et aux intérêts de celui-ci. La France et le Togo entretiennent des relations d'amitié et de coopération anciennes et historiques.

Ce sont des liens solides que les présidents François HOLLANDE et Faure Essozimna GNAS-SINGBE vont continuer à approfondir, diversifier et enrichir. », déclare une source proche de la Présidence de la République togo-

Si l'arrivée de François Hollande à l'Elvsée est diversement appréciée par les acteurs politiques togolais, ils sont néanmoins unanimes sur le fait que le nouveau Président ne saurait, d'un coup de baguette magique, régler les problèmes afri-

tique togolaise attend beaucoup du nouvel homme fort de la France, mais ne se fait pas d'illusions.

« Lorsqu'on est élu, on l'est pour ses électeurs. Nous sommes attachés à la justice et nous espérons qu'il (ndlr : François Hollande) fera ce qu'il a promis en ce sens. . Mais nous n'allons pas nous mettre à rêver. », affirme la CDPA.

Pour OBUTS « rien n'arrivera si les Africains euxmêmes ne font rien pour s'affranchir de la dictature ». Même son de cloche à l'UFC : « En matière de politique étrangère, il ne faut pas s'attendre à grand-

chose parce que la France cherchera toujours ce qui est dans son intérêt. Il revient, de faire en sorte que la France nous accompagne sur le chemin de la démocratie, de la bonne gouvernance.»

Le CAR, lui attend deux choses du nouveau Président : qu'il mette fin à la France-Afrique et aux élections frauduleuses sur le contient « comme il s'y est engagé ».

Et la CPP de renchérir : « la politique africaine est décidée en règle générale par la France, que ce soit la Gauche ou la Droite; ce n'est qu'une question de style. L'arrivée de Hollande changera le style mais fondamentalement, les choses ne changeront pas .L'occident ne fera jamais de cadeau à l'Afrique. Les choses changeront si les Africains eux-mêmes prennent conscience.» De son côté, l'ANC souhaite que

cains. Bref la classe poli- la victoire de François Hollande « soit porteuse de tous les espoirs de liberté, de justice, de respect mutuel, de bonne gouvernance et que cette victoire constitue un signe fort d'encouragement pour les changements démocratiques auxquels aspirent également les peuples africains et particulièrement le peuple togolais »

> Toutefois le parti Orange met un bémol : « Chacun doit balayer devant sa maison. Les togolais doivent s'occuper de leurs problèmes. François Hollande a été élu pour s'occuper des problèmes de l'emploi et du bien-être des Français »

> Enfin du côté du pouvoir, il est clair que l'Etat togolais est seul maître de son destin. « Le développement du Togo, au blan démocratique. des libertés fondamentales et des droits de l'homme et au niveau économique et social, et de manière générale la satisfaction des aspirations des Togolais relève d'abord et avant tout de la responsabilité des Togolais euxmêmes. Il nous appartient d'œuvrer et d'entretenir un climat de dialogue et d'apaisement, de confiance et de compréhension mutuelle, de telle sorte que chacun des filles et des fils du pays soit en mesure d'apporter sa contribution à l'essor économique et au progrès de la société togolaise. Ce que les partenaires peuvent apporter, même si c'est la France, ne peut être qu'un accompagnement .Ni la France, ni aucun autre pays ne se substituera aux Togolais pour assurer le développement et le bien-être de la population togolaise » affirme-t-on.

> > Ayi d'ALMEIDA

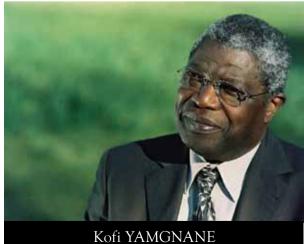
Kofi YAMGNANE:

Toujours à la recherche d'un point de chutte.

Au fur et à mesure que les centaines de sondages pronostiquaient la victoire de François HOLLANDE en France, l'ex-secrétaire d'Etat à l'intégration de François MITTERRAND, le franco-togolais Kofi YAMGNANE, éphémère candidat à l'élection présidentielle au Togo, revenait au devant de la scène médiatique dans son pays d'origine. Proclamé par la presse « Conseiller Afrique » du candidat socialiste, il distillera les bonnes paroles de ce dernier durant toute la campagne. Pour se déclarer « disponible à servir » une fois la victoire de l'expremier secrétaire du parti socialiste confirmé par les urnes.

Ces sorties pendant les élections présidentielles en France du natif de Bassar pose la question de son inconstance politique. En effet, il avait promis et juré en 2009 s'inscrire désormais dans la lutte politique au Togo, doté de son expérience gouvernementale et de

ses acquis d'élu local dans l'Hexagone. Son ambition : réaliser l'alternance après plus de 40 ans de pouvoir RPT (Rassemblement du Peuple Togolais) en se présentant à l'élection présidentielle de 2010. . Après quelques aller-retour, monsieur YAMGNANE s'installa à Lomé dans une maison non achetée, mais mise à disposition par des



proches; premier signe avant-coureur du fait qu'il n'était pas venu pour s'installer durablement. Il se mêla très vite aux empoignades

politique togolais détient le secret et évidemment, en prenant les coups qui vont L'homme se déclarait alors insensible à toutes attaques de bas étage et se convaincu de son succès. Il en connut avec par

exemple son passe remarqué dans l'émission Plateau de la Semaine sur la TVT, au cours de laquelle, contrairement à ce que beaucoup d'hommes politiques nous ont habitués, il a tenu un discours proche du quotidien des populations, évitant le plus possible les postures et les généralités, en leur préférant le concret. Il finira en demandant aux Togolais de lui accorder leurs suffrages à la place de Gilchrist OYMPIO, alors à l'apogée de sa popularité, avec ses mots empruntés à une métaphore footballistique : « Votre meilleur joueur a toujours manqué le penalty que vous le chargiez de transformer. Changez pour une fois, juste une fois de joueur et je vous promets que je marquerai le but décisif. » Il n'en aura pas l'occasion puisque sa (Suite à la Page 6)

N°0063 | du 16 au 30 mai 2012

Invité Spécial

Me Yawovi Madji AGBOYIBO

Dozias ALLELUIA

«L'alternance en 2015 est à portée de mains»

e 30 avril dernier, le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) effectuait une sortie médiatique pour exiger un « déverrouillage » des institutions de gestion et de régulation de la République. Quelles sont ces ┛institutions et quelle en est l'opportunité au vu de l'actualité politique, votre journal Focus Infos a rencontré Me Yawovi Madji Agboyibo, président d'honneur du CAR qui se prononce sur la question de même que sur plusieurs autre sujets brûlants la vie politique togolaise.

FOCUS INFOS: 21 ans après sa création, comment se porte le CAR?

Me Agboyibo: Le président national du CAR, Me Dodji Apévon, est mieux placé pour répondre vous en dire, c'est que le CAR se porte à merveille.

Durant ces 21 ans, notre parti a eu à affronter des assauts de tous genres. L'ancien parti unique, le RPT n'avait pas supporté qu'on l'ait battu aux législatives de 1994 par 36 sièges contre 34. Le parti au pouvoir n'a cessé de s'en venger. C'est surtout du côté des partis de l'opposition que sont venues les réactions les plus inattendues à notre victoire en 1994. Plusieurs d'entre eux ont depuis lors fait du CAR l'ennemi à abattre. Le CAR a survécu à toutes ces épreuves. Il demeure debout.

FOCUS INFOS: Vous avez organisé dernièrement une conférence-débats dont le thème était : « Le déverrouillage des institutions de régulation de la gouvernance : un défi à relever ». Le déverrouillage s'inscrit-il dans « la cogestion » et la « Refondation de la République » que vous proposiez?

Me Agboyibo : Le déverrouillage des institutions de régulation fait partie des mesures proposées par le CAR pour refonder la République par la réalisation des réformes institutionnelles prescrites

Ces mesures sont destinées à résoudre le douloureux problème des élections sans issue que le pays a vécu depuis le début des années

FOCUS INFOS: Au vu de vos propositions, peut-on dire qu'au CAR vous priorisez les réformes institutionnelles par rapport aux reformes constitutionnelles et électorales?

Me Agboyibo : Pas du tout. Les réformes proposées par le CAR impliquent de profondes modifications à la fois des dispositions actuelles de la constitution et du cadre électoral en vigueur.

Ces propositions concernent non seulement la Présidence de la République et le Gouvernement qui ont la charge de gérer le pays, mais aussi et surtout les institutions de à cette question. Ce que je peux régulation que sont le Parlement et les institutions extraparlementaires telles que la Cour Constitutionnelle, la Cour des Comptes, la Commission Nationale des droits de l'homme, la Haute Autorité de régulation des marchés publics.

> FOCUS INFOS: Qu'entendez-vous par Institutions de régulation de la gouvernance?

Me Agboyibo : Les institutions de régulation ont pour rôle de contrôler et de réguler la gouvernance du pays de manière à protéger les citovens et les biens publics contre les abus que les organes de gestion viendraient à commettre dans l'accomplissement de leurs fonctions. Elles n'ont de raison d'être qu'autant qu'elles inspirent de la crainte aux institutions de gestion par leur composition et leur mode de fonctionnement. C'est pour cela qu'il est de règle que leurs membres soient désignés, non par le pouvoir exécutif qu'ils sont appelés à contrôler mais par le peuple (s'agissant du Parlement) ou par le canal de ses élus au Parlement (pour ce qui concerne les institutions extraparlementaires).

Ces diverses institutions de régulation de l'action gouvernementale, sont confrontées à de sérieux Le parti au pouvoir a cessé, à la problèmes de crédibilité liés à des verrous qui affectent leur indépendance. C'est pour cela qu'elles ont besoin d'être déverrouillées.

FOCUS INFOS: Quels sont ces verrous qui affectent l'indépendance des institutions de régulation? Comment peut-on les faire sauter?

Me Agboyibo : La dépendance des institutions de régulation à l'égard du pouvoir exécutif remonte institutionnellement à l'époque du système politique à parti unique institué en 1969. Lors de son congrès de 1976 à Kara, le RPT



Me Yawovi M. AGBOYIBO, Pdt d'honneur du CAR

avait solennellement consacré le principe de soumission de toutes les institutions du pays à l'autorité du Chef de l'Etat, chef du parti : « Désormais, la volonté du Président fondateur du RPT doit avoir la primauté sur toutes les institutions du pays : bureau politique, comité central, organisations des jeunes, des femmes, des travailleurs, des chefs traditionnels, gouvernement, tribunaux, ... même l'Assemblée Nationale ne peut se permettre d'adopter une position contraire au point de vue du chef du parti ».

suite du rétablissement du multipartisme en avril 1991, d'être la seule formation politique du pays, mais a conservé dans les faits sa mainmise sur les institutions de régulation de la gouvernance du pays. Cette mainmise repose sur deux verrous institutionnels. Le premier réside dans les quotas dont disposent les organes de l'exécutif dans la composition des institutions de régulation : 19 des 23 juges de la Cour des Comptes, le tiers des sénateurs, des membres de la Cour Constitutionnelle, de la HAAC, de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics... Le second verrou, plus politique qu'ins-

titutionnel, est la mainmise du parti au pouvoir sur le Parlement à qui il revient d'élire le reste des membres. Par l'effet combiné de ces deux verrous, toutes les institutions de régulation du pays sont à la dévotion du pouvoir exécutif. On devrait pouvoir, à l'occasion des reformes à opérer, supprimer le système des quotas en faisant en sorte que tous les sénateurs soient élus par les Conseillers préfectoraux et que la totalité des membres des institutions extraparlementaires soit élue par le Parlement. La démarcation entre les organes exécutifs et les organes régulateurs de nettement assurée.

Mais encore faut-il, pour que la suppression de ces quotas ait d'impact sur le verrouillage des institutions de régulation, que le parti au pouvoir ne puisse récupérer les quotas en question par le biais du Parlement et des Conseils préfectoraux du fait qu'il en aurait le contrôle par le nombre de ses élus.

Autrement, on verrait alors avec plus d'acuité les verrous politiques dont le parti au pouvoir s'est servi et continue de se servir pour gagner de façon systématique les

élections : le soutien des forces policières et militaires: le rôle de l'argent déployé à des fins d'achat des consciences; la manipulation des agents et observateurs électoraux; l'exploitation des emplois et marchés publics à des fins électoralistes; l'instrumentalisation des Préfets, des Chefs traditionnels, de l'Administration en général, des Magistrats; etc.

Ces différents ingrédients politiques sont autant de verrous par lesquels le parti au pouvoir vide de tout sens les consultations électorales et l'habilitation du Parlement à élire les membres des organes extraparlementaires de régulation. Le déverrouillage des institutions de régulation passe par les solutions à mettre en œuvre pour supprimer les verrous en question. C'est là un vaste chantier dont on ne peut aborder tous les aspects au cours de cet entretien sommaire. l'ai eu à le souligner lors de la conférence-débats.

FOCUS INFOS: Vous aviez parlé d'union de l'opposition au cours de la conférence-débats. Pensezvous que cela puisse être possible pour les prochaines législatives?

Me Agboyibo : L'union de l'opposition constitue incontestablement la principale des solutions que j'évoquais à l'instant pour faire sauter les verrous de la gouvernance du pays. Je comprends ceux qui éprouvent du mal à croire à la réalisation de cette union. Cela dit, je ne vois pas comment l'opposition peut venir à bout des verrous politiques de la gouvernance sans rassembler derrière elle les milliers de togolais de toutes les régions qui ne cessent de réclamer le changement avec insistance. La difficulté est réelle. Mais il faut reconnaitre qu'elle est due pour une large part au fait que l'on ne se préoccupe pas assez d'observer la nécessaire distinction entre les questions de stratégie de conquête du pouvoir propres à chaque parti et les problèmes de gouvernance concernant tous les citoyens et sur lesquels l'opposition devrait s'accorder par des consensus à étendre au parti au pouvoir. La distinction faciliterait la planification des actions entrant dans le cadre de l'un ou l'autre des deux aspects de la lutte. L'opposition doit dans cette optique éviter la confusion des enjeux des législatives de 2012 avec ceux du scrutin présidentiel à

(Suite à la Page 6)

Invité Spécial

Me Yaovi Madji AGBOYIBO

l'horizon. L'année 2015 sera celle financiers et économiques, mais de l'alternance pourvu que l'opposition en crée les conditions. Dans le contexte du régime présidentiel de fait qui est celui du Togo, les législatives de 2012 sont d'un enjeu limité en termes du pouvoir de gestion du pays. Elles sont en revanche d'une importance capitale pour la réalisation des reformes institutionnelles prescrites par l'APG, le déverrouillage des institutions de régulation de la gouvernance et l'alternance en 2015. Et ce sont là des enjeux de nature à améliorer les conditions de vie de toutes les localités et couches sociales du pays. L'opposition a donc intérêt à s'entendre pour gagner les législatives en perspective.

FOCUS INFOS: L'alternance estil possible au Togo en 2015?

Me Agboyibo : L'alternance en 2015 est à portée de mains. Elle peut certes, paraitre une utopie dans la situation actuelle où le parti au pouvoir a la mainmise non seulement sur les forces armées, l'appareil judiciaire, les rouages administratifs, les leviers également sur les institutions de régulation. Il demeure que si l'opposition sait gérer les trois ans qui nous séparent de l'horizon 2015 la situation peut évoluer. Cette évolution suppose que dans l'immédiat, l'opposition s'organise pour gagner les prochaines législatives en évitant notamment d'y aller en rangs dispersés. L'espoir populaire qui naîtra de cette entente va bouleverser les données politiques et dégager la voie pour l'alternance tant attendue par nos populations.

FOCUS INFOS : A défaut d'entente pour les législatives, l'opposition togolaise ne pourra-t-elle pas trouver une autre voie pour sortir le pays de l'engrenage élection-contestation-violence?

Me Agboyibo : je voudrais croire que votre question vient d'un démocrate soucieux des voies et moyens à mettre en œuvre pour réussir l'alternance au Togo. Faute par les partis d'opposition de s'entendre pour les prochaines législatives, la solution aurait dû être le vote utile par lequel les (Suite de la Page 5)

électeurs font le choix du parti le mieux placé pour la réalisation de leurs attentes. Mais on en a vu les limites dans un contexte comme le nôtre où les tenants de l'ancien parti unique ont montré qu'ils ne sont pas prêts à perdre le pouvoir pour plusieurs raisons, dont sans doute la peur des lendemains. C'est pour cela qu'à l'issue de sa journée de réflexion à Baguida, le CAR a jugé utile de prévoir dans le processus de refondation de la République une période transitoire de cogestion et de co-régulation pour aller vers un paysage démocratique normal où les formations politiques se relaient par voie d'alternance à la tête du pays avec en face une opposition bénéficiant des prérogatives et moyens qui lui permettent de jouer sainement et pleinement son rôle. La solution n'a pu s'appliquer faute du consensus national qu'il fallait. L'expérience ayant montré qu'une cogestion qui ne procéderait pas d'un consensus national et laisserait intact la mainmise de l'ancien parti unique sur les institutions de régulation est sans effet sur la crise politique et sur la mauvaise

gouvernance du pays. De scrutin en scrutin les élections sans issue ont pris l'allure d'un phénomène préoccupant. Je demeure convaincu tout comme en 2007 que notre pays ne peut sortir de « l'engrenage élection-contestation-violence » et aller vers l'alternance en 2015 que s'il parvient d'ici là à déverrouiller les institutions de régulation de la gouvernance.

FOCUS INFOS: Il y a beaucoup de débats sur les questions concernant le découpage électoral, de projet de code électoral, les recommandations formulées par la CVJR, le dialogue tripartite CAR-ANC-RPT, mais l'on ne vous a guère entendu. Quelle est votre position sur ces sujets?

Me Agboyibo: Ce sont là des sujets relevant du ressort du Président national du car, Me Dodji Apévon et sur lesquels il s'est déjà prononcé.

FOCUS INFOS: Saluez-vous comme certains, le courage politique du Président de la République avec la dissolution du RPT

et la création d'UNIR, ou alors comme d'autres, vous estimez que ce n'est que du saupoudrage?

Me Agbovibo : l'ai déià eu à dire lors de la conférence-débats du 30 avril 2012 à Eda Oba que le RPT n' a pas disparu par dissolution comme on voulait nous le faire croire et qu'il a simplement changé d'appellation à la demande de certains élites de l'opposition qui ont voulu le tirailler sous condition qu'il renonce à son ancienne dénomination.

On verra au cours des semaines et mois à venir si cette perception est exacte à la lumière des personnes que le parti rénové affichera au niveau national et à la tête de ses structures locales.

FOCUS INFOS: Un mot de fin pour les Togolais.

Me Agboyibo : Je me contenterai de réitérer que l'alternance en 2015 est possible avec la victoire de l'opposition aux élections législatives de 2012.

Kofi YAMGNANE:

(Suite de la Page 4)

candidature fut rejetée par la Cour Constitutionnelle pour « date de naissance douteuse ». Après avoir protesté mollement, il faut le dire, il soutiendra du bout des lèvres les candidats Jean-Pierre FABRE de l'UFC, écumera quelques kilomètres de macadam pour réclamer avec celui-ci une hypothétique victoire, avant de disparaître. Depuis, plus vraiment de nouvelles, sinon par intermittence jusqu'à ces élections francaises.

A l'entendre, il se positionne toujours comme un potentiel candidat en 2015 au Togo, n'excluant donc

pas de jouer un rôle politique dans son pays d'origine, tout en faisant un appel de pied au nouveau président français dans le cadre du prochain gouvernement. Tout cela n'est pas très glorieux. Au Togo, qui semble toujours être une solution de recours mais encore, à condition que ce soit au plus haut degré de responsabilité, il n'a quasiment aucune chance d'être élu. Peu populaire sinon dans quelques milieux fermés dont le poids électoral reste négligeable, son inconstance n'est certainement le meilleur argument qui plaiderait en sa

faveur. Déjà très critiqué d'avoir été membre d'un gouvernement d'un pays pour prétendre diriger un autre, il démontre qu'il n'a aucun vrai projet pour le Togo, si ce n'est de le diriger. Sinon, il y serait actuellement sur le terrain et regarderait simplement avec une certaine nostalgie et fierté, ses anciens camarades du parti socialiste réaliser l'alternance en France.

En outre, sa propension à faire croire qu'il est l'un des conseillers les mieux écoutés du nouveau président Français ne résiste pas aux faits et à l'analyse. En effet, il n'a

pratiquement jamais été aperçu aux cotés de celui-ci lors des grands moments de la campagne, ni participer à des débats sur les différentes chaînes françaises, avant, pendant et après les élections. On ne le verra pas non plus le jour de la célébration de la victoire. Il semble d'ailleurs que ses chances d'être ministrable sont minces à cause de son jeu de yo-yo avec le Togo. En attendant la formation du gouvernement le 16 mai, celui qui serait en pôle position pour occuper le portefeuille convoité par monsieur YAMGNANE est Kader Arif, en

charge de la Coopération dans l'équipe de campagne de M. Hollande. On parle aussi de Christine Taubira Député de Guyane issue du Parti Radical de Gauche et ancienne candidate à l'élection présidentielle en 2002 ou encore Jean-Paul Bachy, président de la région Champagne-Ardenne. Une absence dans le prochain gouvernement constituera un camouflet pour lui et sonnera le glas de ses ultimes ambitions françaises. Pour le Togo, la question semble être réglée depuis fort longtemps.

Dans le cadre de la journée internationale de la liberté de la presse



La presse togolaise et DBD Com présentent le T des Médias

Grande soirée de défilé de mode des journalistes pour la bonne cause

Date: Samedi 19 mai 2012 Heure: 20h Lieu: Hôtel Eda Oba

info line: 99 46 55 16 / 91 37 63 60 / 22 43 39 35



LES MEDIAS PARTENAIRES PPO SÍKA'A Lomé City Mag SAVOIR

Economie

Diaspora togolaise:

₽ Lola AKOMATSRI

Un potentiel économique à exploiter

ntre 1990 et 2010, Ils sont plus d'un million de togolais à avoir quitté le Togo pour s'établir sous à l'étranger. Des citoyens pour la plupart, partis à la recherche soit d'un emploi, d'une éducation ou soit d'une condition sociale meilleure. Laissant souvent toute une famille au pays, ces émigrés travaillent durs de l'autre côté pour leur envoyer chaque mois près du tiers de leurs salaires. Des transferts de fonds qui représentent une part importante dans l'économie nationale.

Hors du Togo, la communauté togolaise est aussi dispersée aux quatre coins du monde. Et ils sont d'ailleurs très nombreux, ces togolais qui vivent à l'étranger. Sur les vingt dernières années, le flux migratoire du Togo vers l'extérieur a augmenté de facon exponentielle. Selon une étude de l'association « Vision Solidaire » réalisée au dernier semestre de 2011, la diaspora togolaise représenterait environ 25% de la population résidente au Togo. Une population résidente estimée à 5.753.324 selon le dernier recensement générale de la population et de l'habitat. Les pays d'accueil selon les estimations de la Banque Mondiale sont principalement le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, le Gabon, la France, l'Allemagne, l'Italie et les Etats-Unis. Une diaspora dont la situation financière s'améliore considérablement une fois bien intégrée dans son pays d'accueil et par ricochet influe sur sa capacité de transfert de fonds vers son pays d'origine.

Une contribution considérable dans l'économie nationale

Selon l'agence principale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au Togo, près de 855 milliards de francs CFA ont été transférés vers le Togo par la diaspora togolaise entre 2000-

niveau africain en ce qui concerne la part des transferts de fonds de la diaspora dans le Produit Intérieur Brut (PIB). En 2009, les envois des émigrés togolais représentaient 7% du PIB national. Ces fonds proviennent en majorité de la France, de l'Italie, de l'Espagne et des Etats-Unis d'Amérique, respectivement à raison de 73%, 10%, 6% et 11%. En effet, les membres de la diaspora sont plus enclins à investir dans leurs pays d'origine non seulement pour des raisons patriotiques, mais aussi parce qu'ils sont probablement sûrs de la rentabilité d'un investissement au pays plutôt qu'à l'étranger. Prenant donc l'exemple de la diaspora togolaise en France, sa part dans le financement de l'économie nationale est très importante. Il est établi aujourd'hui que 90% des Africains qui vivent sur le sol français travaillent pour leurs familles. Et le montant de ces transferts dépend fortement des gains et de la catégorie socioprofessionnelle des migrants. Un togolais disposant de pièces d'identité, d'une carte de séjour et d'un permis de travail en conformité avec les juridictions de son pays d'accueil, gagne en

moyenne entre 200 000 et 650 000

francs CFA par mois (s'il vit à Paris

la capitale ou dans une ville péri-

phérique. Et malgré le coût de vie

élevé de leur pays de destination, ils

2009. Des statistiques qui placent

le Togo en deuxième position au



réussissent quand même à envoyer près de la moitié de leurs revenus à femmes, enfants et parents au Togo. En moyenne 350 000 francs CFA par mois. Selon le rapport mondial 2009 sur le développement humain du PNUD, les migrants contribuent à un coût réduit voire nul pour la région d'accueil. Tous leurs revenus sont automatiquement transférés et réinvestis dans leurs pays, ce qui a pour effet d'augmenter les revenus et de stimuler la consommation au niveau national. A eux seuls, ces transferts de fonds des émigrés togolais ont contribué à améliorer la qualité de vie des populations urbaines et même des contrées reculées. En 2008 les fonds repartis par tête d'habitant représentait plus de 10 000 francs CFA /habitant du fait que l'argent certes réceptionné par de proches parents en ville sont aussi envoyés dans les villages par l'intermédiaire de transporteurs routiers tels que les taxis ou les conducteurs de marchandises transfrontaliers.

Cette manne a pour incidence positive, la satisfaction des besoins de consommation des familles, le financement d'aides scolaires et la construction d'immobilier dans les localités ou villages d'origine des émigrés ou encore l'implantation locale d'entreprises ou autres activités commerciales au nom de ces derniers.

Il est donc indéniable que le rôle de la diaspora devient de plus en plus prépondérant au regard de l'importance et de la stabilité de ses transferts de fonds. Il convient donc d'engager ces fonds dans un dévelop-

pement durable en vue d'une lutte efficace contre la pauvreté.

Un manque de cadre d'échange et de valorisation de la diaspora

Au vu de la part qu'occupe la diaspora dans les agrégats économiques, il devient primordial de mettre en place des mécanismes pour brasser les compétences mais aussi les ressources économiques vers le Togo afin de mieux capitaliser l'impact de transferts de fonds. Il s'agira essentiellement de faire la cour à la diaspora togolaise en les encourageant à investir dans plusieurs secteurs porteurs de l'économie nationale.

En Mars dernier, il a été lancé un programme d'identification des travailleurs de la diaspora togolaise et d'appui à l'investissement des projets des migrants au Togo. Il s'agit d'amener la diaspora à contribuer à l'accompagnement de la croissance nationale en investissant dans les secteurs productifs afin de lutter contre la pauvreté et participer au développement. D'après des sources officielles, il sera ainsi lancé bientôt un recensement de la diaspora togolaise afin de mieux définir les straté-

gies et les cibles.

On s'en souvient que cette dynamique d'appel à la diaspora avait été amorcée depuis l'année dernière sans grand succès avec la politique nationale en faveur de la diaspora en Avril 2011 en Conseil des Ministres. Cette décision s'articule autour des points comme le dialogue permanent avec la diaspora, des programmes d'accompagnement en faveur des investisseurs migrants, la protection financière des investissements, ou encore l'assistance juridique et technique à la suite du retour et pendant la phase de création des entreprises. Cependant, les conditions précaires de travail au Togo, la corruption, le climat des affaires peu favorable à l'initiative privé, plombe l'effort national et n'encourage pas la diaspora à revenir s'établir au pays. Et c'est donc dans la perspective de palier ces insuffisances que le gouvernement togolais a lancé cette année, un programme d'identification des travailleurs de la diaspora togolaise et d'appui à l'investissement des projets des migrants au Togo. Il a pour but de convaincre les Togolais vivant et travaillant à l'étranger de venir investir dans les secteurs productifs au Togo tels que l'immobilier, des communications, du commerce et de l'agriculture...

En dépit de tous ces cadres, cette politique tarde toujours à se cotous les jours l'on assiste à la fuite des cerveaux et des meilleures compétences pour d'autres cieux. Vivement que ces actions portent leurs fruits afin que le Togo puisse véritablement utiliser de façon effective et efficiente les compétences de sa diaspora.

Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA :

₽ Lola AKOMATSRI

Maintenir la croissance économique de la zone ouest africaine

es Ministres de l'économie et des finances de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ont tenu leur session ordinaire le jeudi 10 Mai 2012 à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé. Cette session qui a été présidée par Tiena COULIBALY, ministre de l'économie, des finances et du budget de la République du Mali a eu à se pencher sur la crise économique mondiale et la situation économique et monétaire de l'exercice 2011 de l'Union.

Lors de cette session ordinaire, le Conseil des Ministres de l'UMOA s'est dit préoccupé par la crise économique mondiale tout en soulignant la bonne santé financière de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Pour Tiena Coulibaly, président du conseil des ministres de l'Union, l'évolution récente de l'environ-

nement économique et financier international est caractérisée par la persistance de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et l'affaiblissement de la demande. Une crise qui accentue fortement les risques de ralentissement de la croissance économique mondiale. Mais pour l'heure, la zone ouest africaine se distingue par un

regain de l'activité économique dont les perspectives du Produit Intérieur Brut (PIB) pour l'année en cours sont estimé à plus de 6% contre seulement 1% en 2011. Ceci « grâce notamment à la reprise des activités dans les secteurs industriel et tertiaires, en liaison avec la normalisation de la situation en Côte d'Ivoire et les efforts pour atténuer les effets des déficits énergétiques dans d'autres Etats de l'Union » a relevé Tiena Coulibaly dans son allocution d'ouverture de la session.

En revanche, des efforts sont à fournir dans le domaine agricole

notamment dans la production céréalière. Le conseil a également fait le constat de l'évolution des prix dans l'UEMOA qui se caractérise par la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers avec une hausse du taux d'inflation de 2,5% entre 2011 et 2010.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres de l'UMOA a aussi examiné la situation économique et monétaire dans l'UEMOA au 31 décembre 2011 et procédé à l'approbation des comptes de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour l'exercice

clos le 31 décembre 2011.

Il s'est aussi intéressé à la mise en place d'un cadre juridique spécifique de traitement des comptes dormants dans les livres des organismes financiers des Etats membres de l'Union; l'analyse de la situation et des perspectives du Groupe de la Banque Régionale de Solidarité (BRS), l'examen du règlement relatif à l'amendement du Tarif Extérieur Commun et la création du Comité Régional des Producteurs, Transporteurs et Distributeurs d'Energie Electrique dans l'UEMOA.

Economie

Pour l'exercice de l'année 2011

P Franck NONNKPO

La BRVM et le DC/BR présentent leur bilan

e 11 mai 2012, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières(BRVM) et le Dépositaire Central /Banque de Règlement ✓ (DC/BR) ont présenté à la presse leur bilan pour l'année 2011. Plusieurs acteurs de médias ont pris part à la rencontre tenue dans les locaux rénovés de l'Antenne Nationale de Bourse du Togo (ANB TOGO), sis à la Chambre du Commerce et d'Industrie(CCIT).

Dans son mot de bienvenue, M. Jonathan FIAWOO, Président de la CCIT et Administrateur de la BRVM et du DC/BR, a évoqué la crise en Côte d'Ivoire, qui a entraîné la confiscation de l'outil du marché par l'équipe du Président sortant avec in fine une délocalisation de la Bourse sur son site de repli à Bamako au Mali.

Ce fut ensuite le tour de la Directrice de l'ANB TOGO, Mme BITHO Manzinèwè Nathalie, de dresser le bilan de l'année 2011 et de présenter les perspectives pour 2012. De son intervention, on retient qu'à fin 2011, les indices affichent des niveaux moins élevés qu'en fin 2010, à 138,88 points pour le BRVM composite et 158,49 pour le BRVM 10, soit une des régressions respectives de 12,70% et de 13,37%.

Le montant des transactions s'inscrit également dans la même tendance baissière : passant de 112 à 81 milliards de FCFA



représentant -27,67% par rapport à l'année

La capitalisation boursière globale (actions et obligations) s'est stabilisée à 3926 milliards en 2011 contre 4042 milliards à fin

557 milliards ont été levés au cours de l'année 2011 tandis que 254 milliards ont été distribués sous forme de dividendes sur les titres cotés, intérêts des emprunts amortis.

Cette situation morose, s'explique par la répercussion sur le marché, des conséquences néfastes de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire .En effet, la réquisition des structures du marché (BRVM, DC/BR et

CREPMF) a entraîné une cours de ce mois. désorganisation du fonctionnement du marché financier régional dans son ensemble, occasionnant ainsi son arrêt momentané et sa délocalisation en dehors de la Côte d'Ivoire.

La BRVM et le DC/BR se sont repliés sur leur site de secours à Bamako, de février à mai 2011, d'où une continuité de service a toutefois pu être assurée.

Le retour en mai de la bourse, a devancé la reprise effective des activités, qui n'est intervenue qu'au deuxième semestre de l'année 2011.

La BRVM se félicite cependant, des actions menées pour amoindrir les chocs de cette période de crise et de l'intérêt croissant des acteurs économiques régionaux et internationaux pour le Marché Financier Régional et pour la bourse en particulier, comme moyen de financement de nos Etats et des entreprises du secteur privé, avec comme exemple l'emprunt de 160 milliards de FCFA levé par l'Etat de Côte d'Ivoire en 2011 et un autre du même montant lancé au

Pour 2012, les prévisions sont bien orientées et devraient se situer en forte hausse par rapport à 2011.

Il est attendu des introductions en actions d'entreprises de la Côte d'Ivoire et de la région, notamment par les programmes de privatisation, ainsi que l'accroissement des recours au marché financier au niveau du financement des Etats de l'Union.

La BRVM et le DC/BR projettent l'ouverture d'un Nouveau Marché destiné aux PME au cours de l'année 2012, ainsi que le renforcement des moyens techniques et humains : la mise en production des nouveaux marchés de cotation (BRVM) et de règlement / livraison (DC/BR).

Le DC/BR, par la reprise de la conservation des titres des Etats de l'UEMOA émis par la BCEAO devra connaître un accroissement notable de ses activités.

L'achèvement des travaux d'extension du siège de la BRVM, en cette année 2012, doit offrir un cadre propice au développement des activités de la BRVM et du DC/

Toutefois, il est à noter qu'un climat sociopolitique serein dans les pays de l'Union est nécessaire pour l'atteinte des objectifs du marché financier.

Comment élaborer des projets ?

P Franck NONNKPO

L'UCT a formé des acteurs communaux sur la question

«Techniques d'élaboration de projets », c'est autour de ce thème que des acteurs issus des communes du Togo ont été formés du 07 au 11 mai 2012, au siège de l'Union des Communes du Togo (UCT). La rencontre avait pour but d'outiller ces acteurs en vue de l'identification et du montage de projets pour le développement des communes.

du projet. Selon M. Justin SOME, Coordonnateur du Centre International de Formation des Acteurs Locaux (CIFAL), « Un projet n'a pas d'architecture standard ; le tout dépend des partenaires techniques et financiers. Mais d'une façon générale, on peut retenir que dans un projet, il y a un objectif,

Pendant cinq (05) jours, les par- la définition des activités pour participants ont été entretenus sur venir à un résultat déterminé, des la problématique de montage de indicateurs pouvant permettre de projet, lequel obéit à une métho- mesurer la mise en œuvre des actidologie cohérente qui détermine le vités, les moyens et les ressources à financement et la mise en œuvre mettre en œuvre pour l'exécution du projet... ». Pour le formateur, cet atelier aura un impact certain sur les communes en ce qu'il contribuera notablement à renforcer les capacités du personnel technique, surtout en matière d'élaboration de projets.

> A la cérémonie de clôture, M. Adjonou KASSEGNE, Président



succès de la rencontre, a appelé les participants à mettre en œuvre ce émis le vœu que ces acteurs ré-

jours de la formation. Il a ensuite

digent des projets pour les envoyer à l'UCT qui se chargera de les soumettre aux partenaires techniques et financiers.

Pour sa part, M.Joachim HOUN-LEDE, Secrétaire Permanent de l'UCT, a suggéré que les meilleurs projets soient primés.

« A partir des compétences acquises au cours de cette formation, je compte appuyer la commune de Kpalimé dans la conception, l'élaboration et la gestion de projets. », a affirmé Akuété AVOKPO, un des participants à l'atelier pour le compte de l'ONG RADI, basée à Kpalimé.

Une remise d'attestation et de CD a mis fin à la cérémonie de clôture.

Vous avez besoin d'un chauffeur?

Choisissez



APPELEZ 22 27 07 77 / 22 35 77 66 Courriel: contact@focusyakou.com

Réalisation du service universel de télécommunications 2012

P Franck NONNKPO

Le ministère des télécommunications et les trois opérateurs signent des conventions

ans le cadre de la mise en œuvre du service universel des télécom- pour un montant de 5,15 milliards année, un programme de service du coût de réalisation est déduit de munications, le ministère des Postes et Télécommunications a signé le 24 avril dernier, à l'hôtel Ibis, des conventions de réalisation, avec les trois opérateurs Atlantique Télécom, Togo Cellulaire et Togo Télécom. Ces conventions d'un montant d'environ 6milliards de FCFA, visent à construire 44 sites pour couvrir 183 localités rurales.

Depuis 2001, le gouvernement togolais conscient que les opérateurs n'investissent pas de manière spontané dans l'extension des réseaux, s'est engagé à réaliser le service universel des télécommunications en vue de permettre à chaque Tode service de télécommunications (téléphone et transmission de données) sur tout le territoire. Un fond du service universel avait été dès lors créé, suite à un décret adopté le 16 novembre 2001, et alimenté par la contribution des opérateurs qui s'élève à 2% de leurs chiffres

nistère chargé des télécommunica-

En 2006, tirant leçon de la difficulté de recouvrement de la contribution au fonds du service universel, le Gouvernement a adopté le 26 golais d'avoir accès à un minimum avril 2006, un décret définissant une stratégie de compensation des investissements réalisés par les opérateurs dans les zones éligibles au service universel. Une opération de compensation des investissements réalisés par les opérateurs dans des zones éligibles 2002 et 2005 a eu lieu en juillet d'affaires. Ce fonds est géré par le 2007 et a concerné 105 localités



de FCFA.

Sur la base des deux décrets suscités, le ministre en charge des télécommunications retient chaque

universel et conclut des conventions de réalisation avec les opérateurs qui le souhaitent. Si ceux-ci exécutent le contrat, le montant

leur contribution au fonds du service universel. Autrement, ils sont tenus de payer leur contribution.

Le but est d'inciter tous les opérateurs existants à investir dans les zones rurales et éligibles en contrepartie de leur contribution au fonds. Depuis 2008, cette nouvelle stratégie est mise en œuvre avec l'adhésion des opérateurs.

Trois conventions ont été déjà signées et exécutées sur les programmes de 2008 et 2009-2010. Grâce à ces 3 conventions, 20 sites ont été installés pour la couverture de 83 localités rurales pour un coût total de 2,83 milliards de FCFA. Les conventions pour le programme 2011-2012 sont celles intervenus le 24 avril dernier.

Rencontre CFAO-clients professionnels garagistes

P Franck NONNKPO

Les pièces d'origine et les produits de la gamme BARDAHL présentés

e vendredi 11 mai 2012, s'est tenue une rencontre entre la CFAO MOTORS et ses clients professionnels garagistes, dans les locaux de ladite société .La réunion avait pour objectif de sensibiliser les clients 🖊 sur la pièce d'origine et faire découvrir à ces derniers, la gamme professionnelle de produits BARDAHL.

Dans un bref exposé M. Jérôme FLEGEAU, responsable Pièces et Services de la CFAO, a expliqué aux participants l'importance d'utiliser les pièces d'origine, y compris lorsque le véhicule est récent. Selon lui, un véhicule entretenu avec des pièces d'origine, dure plus longtemps. A titre d'illustration, M. FLEGEAU a donné entre autres exemples, celui d'un filtre à huile d'origine, dont « le papier, même s'il est complètement bouché par des saletés, l'huile continue à circuler, grâce à un système qui permet de la dévier ; le moteur continue d'être lubrifié ». Ceci,

n'est pas le cas d'un filtre de mauvaise qualité ou de contrefaçon, à en croire le responsable Pièces et Services de la CFAO MOTORS.

M .FLEGEAU a ensuite insisté sur les multiples avantages que comporte l'utilisation des produits d'entretien de la gamme BARDA-

Ces explications ont été reprises de manière plus approfondie par M. Bouhari NASSOMA, vendeur itinérant pièces à CFAO.

Pour M. FLEGEAU, il n'y a aucun doute que les participants à la réunion aient compris le message, puisqu'ils « sont des profession-



nels et ont l'expérience de pou- M.FLEGEAU, toute la difficulté voir constater par eux-mêmes ce pour ces professionnels, réside

qui se passe ». Cependant, a noté dans la manière de convaincre

leurs clients dont la préoccupation est le prix. « Le plus souvent le client ne pense qu'au prix. Il faut donc pouvoir le convaincre de l'importance d'utiliser les pièces d'origine pour protéger son moteur.»

Ce défi, Olivier de la société ZOOMLION-TOGO, pant à la rencontre, en est bien conscient. « Certes les pièces d'origine coûtent chers mais les garagistes doivent inciter leurs clients à les utiliser afin d'assurer à leurs véhicules une plus longue durée de vie. Il n'y a pas de raccourci quand on veut avoir l'excellence... »

Notons que CAFAO MOTORS accorde 10 à 20% de remise sur les achats de pièces d'origine, lorsque le client dispose d'un compte à la société.

Rencontre avec Ronald Wimer:

∠ Lola AKOMATSRI

Crédibilité et objectivité, deux piliers du journalisme

es responsables des rédactions de presse ont participé ce mercredi 09 Mai 2012, à une rencontre d'échange avec Ronald Wimer, journaliste américain et consultant média sur la question de la crédibilité ✓et de l'objectivité de l'information. Une occasion pour les journalistes d'explorer les réalités du monde des médias en occident.

le cadre des activités de formations de l'Ambassade des Etats-Unis au Togo en faveur des journalistes, a été axée sur le thème : « crédibilité et objectivité comme arme du journaliste ». Le formateur Ronald Wimer a en amont

Cette initiative qui s'inscrit dans nomique en occident notamment aux Etats-Unis sur les médias. Sur la base des exemples de médias mondialement reconnus, tels que CNN, le New York times ou encore le Los Angeles Times, Ronald Wimer a démontré que leurs recettes ont diminué de évoqué l'impact de la crise éco- moitié sur les cinq (05) dernières

années. Pour lui, les éléments précurseurs à la crise financière ont été le manque d'objectivité de ces médias qui a débouché sur la perte de confiance de la part de leur audience. « Cette crise de confiance a été exacerbée par les divisions politiques » a-t-il affirmé. Une situation qui met en danger l'avenir de la profession du journaliste et qui pourrait notamment déteindre sur le cas africain. Cependant affirme le journaliste américain, malgré la

crise financière dans le monde de la presse, les peuples ont toujours besoin des journalistes en tant que leaders d'opinion pour les éclairer sur les enjeux de l'ac-

Mais le journaliste a besoin d'avoir plusieurs cordes à son arc pour espérer tirer son épingle du jeu. Ainsi au cours de cette rencontre, le formateur et les rédacteurs en chef invités ont également réfléchi sur des mesures alternatives de débouchés pour le journaliste dans le contexte économique actuel. Il s'agit notamment du journalisme d'investigation et de la production de sujets de reportage multimédia.

Rappelons que cette rencontre est intervenue dans la lignée d'une formation théorique et pratique à l'endroit d'une vingtaine de journalistes débutants et de faible expérience qui s'et déroulée du 07 au 10 mai 2012 à l'Ambassade des Etats-Unis au Togo.

N°0063 | du 16 au 30 mai 2012

Société

Prostitution des mineures à Agoè:

Martial B.

Le plus vieux métier du monde gagne du terrain

e Togo ne connaissait pas le phénomène de la prostitution des mineures jusqu'à l'agrandissement de Lomé vers les périphéries dans les années 90. Mais aujourd'hui avec le succès des unes 🖊 et des autres Nigérianes et Ghanéennes, la quête du gain facile aidant, la prostitution a pris des proportions inquiétantes surtout dans la périphérie d'Agoè. A la faveur du développement urbain, la périphérie d'Agoè a connu une prolifération particulière de la prostitution des jeunes filles. Coup de projecteur sur ce monde où le mot «petite fille » n'existe pas.

Il était 23 heures, devant un pause. Bar VIP situé sur la route de mission-Tové. C'est le vendredi soir et il y règne une ambiance de début de week-end. Un nombre impressionnant de véhicules stationnent aux abords du bar. Des baffles avec le volume à fond diffusent des chansons à la mode. Devant le bar, des groupes de jeunes discutant à grands bruits, qui une bouteille, qui une cigarette et pour certains les deux. Pour compléter ce décor, il ne manque plus que des « filles » et ce vendredi soir ce n'est pas ça qui manque.

Engoncées dans des tenues ultra sexy, elles déambulent devant le bar à la recherche de clients. En effet, à en juger par leurs accoutrements qui frisent l'attentat à la pudeur et leurs poses lascives il ne faut pas longtemps pour se rendre compte qu'elles « font le trottoir ». Quelques mètres plus loin, elles ont également pris leurs quartiers près d'une station service.

Ces « filles de joie » comme ont les appellent sont dans l'attente d'un client. Que ce soit dans, devant le bar ou le long de la route, elles sont sur leur lieu de travail. C'est là qu'elles appâtent ou qu'elles se font aborder par leurs clients d'une nuit ou leurs habitués. Le rituel est a choisi quelques minutes de discussions et quand ils s'en- contraint », a-t-elle égrenée. tendent sur les modalités, ils repartent ensemble.

D'autres demeurent dans leur voiture, la fille s'approche d'une vitre baissée. Une fois l'affaire conclue, celle-ci monte dans le véhicule.

C'est dans cette ambiance ou l'alcool, l'argent et le sexe sont les maitres mots, que nous avons fait la connaissance d'Hélène. Une fille, seule derrière un véhicule. Elle venait d'en finir avec un client et prenait une

Hélène, arborait un t-shirt Dolce Gabbana qui couvre à peine son nombril et portait un petit short qui ne cachait pas grand-chose de ses cuisses. A la voir on lui aurait donné 20 ans mais elle n'en a que 14.

n'exerce officiellement Elle aucune profession. Puisque n'ayant rien voulu apprendre comme métier depuis qu'elle a arrêté ses études en classe de 3ème. Pour nombre de ceux qui la connaisse à Agoè, c'est une bonne-à-rien. Mais contrairement à ce que ces personnes pensent, Hélène exerce bel et bien un « métier ». Elle est pros-

Un métier qu'elle aurait appris auprès de ses copines de son quartier à force de les fréquenter. Un soir où elle ne croulait pas sous la clientèle elle a accepté se confier à nous. A ses côtés, une autre travailleuse du sexe, tout aussi aguichante et le visage peinturluré. Cette -dernière se prénomme Carine pour ses clients mais à l'état civil c'est Kafui. C'est d'ailleurs comme ca que l'appelait son amie Hélène.

C'est avec une pointe de timidité et un gêne évident que cette dernière nous racontait le fil de sa vie et les circonstances qui l'ont mené au bord du trottoir le même à chaque fois. Le client : « le décès de mes parents et s'approche, il a, avec celle qu'il voyant mes copines qui vivaient bien avec cette activité m'a

> « Kafui était tout pour moi et quand elle m'a proposé d'aller un jour à la rue avec elle », nous a dit Hélène, « je n'avais pas eu le choix, je l'ai suivi jusqu'au jour de mon baptême de feu. Après avoir négocié avec le client, Kafui revient vers moi et me tend un billet de 5.000frs avant de nous mener dans l'hôtel pas loin du bar qui nous accueille et lance derrière moi, une 1h pas plus ». Et ce fut fait. « Et depuis je me prends en charge jusqu'à ce jour ».



Elles s'exposent au VIH/ SIDA pour de l'argent

Hélène dit tirer de l'argent de ce métier : « je gagne entre 5.000 et 30.000 frs la nuit après qu'elle ait partagé le « butin » avec les gérants de bar». Sur la nationale N°1, à la hauteur de la Brasserie BB Lomé jusqu'à un bar situé à la hauteur du Supermarché Leaderprice, c'est un véritable marché de sexe où les plus offrants repartent avec une fille. Les nuits à Agoè n'ont rien à envier à celles de Deckon : « on n'y découvre tout », nous déclare Fredy, un noctambule rencontré dans les environs.

Kafui, la copine quant à elle, dit avoir grandit avec sa marâtre après le départ de sa mère du foyer. La maltraitance de cette dernière et les longues journées passées à travailler sans manger ont tôt fait de l'amener vers la rue où elle espérait trouver quelque chose à faire pour s'en sortir. A l'évidence, ce « quelque chose » ne sera autre que son corps qu'elle finira par marchander pour subvenir à ses besoins les plus élémentaires. A 18 ans, Kafui, compte déjà deux années dans la rue. A la question de savoir si elle se protège systématiquement.

La réponse est d'abord catégorique « oui je fais porter les préservatifs à mes clients », ensuite mitigée, « ca dépend du client », lâche-t-elle d'un air comique. Ou plutôt de la somme qu'il débourse. Cette réponse est la même d'une prostituée à une autre ignorant que c'est le moyen le plus court pour

contracter une maladie sexuellement transmissible notamment le Sida. Pourtant. les du VIH/SIDA spécialistes continuent de tirer sur la sonnette d'alarme invitant les populations à des comportements responsables. Le taux de prévalence de la pandémie du VIH/ SIDA lui est de 3,2% au Togo. Avec une population d'environ 6 millions d'habitants, près de 200.000 personnes sont séropositives. Les prostituées occupent une part importante dans ce lot de séropositifs. De quoi alarmer. Selon un rapport publié par Plan Togo, le taux de prévalence au sein des travailleuses de sexes est estimé à 29,5 %. Et celles qui s'exposent au Vih/ Sida pour la plupart sont des mineures tout comme Hélène et sa copine, ne connaissant pas les dangers qu'elles encourent.

Pour, l'OMS « des un tiers des prostituées qui passent entre 4 et 6 mois dans le métier, 45 %. d'entre elles sont infectées au virus du VIH/SIDA et plus de la moitié après une année d'exercice ». Cette activité semble se concentrer maintenant dans les banlieues contrairement aux idées reçues comme quoi la prostitution n'est que l'apanage des jeunes filles de Déckon au centre ville de Lomé.

Les gérants de bar, des proxénètes

Les atouts premiers du succès d'un bar sont la dextérité du Disc Joker (DI) mais aussi de l'affluence des filles faciles, bonnes danseuses pour égayer les clients et plus d'il y a affinité.

Les bars ne sont plus des lieux où peuvent se mener des discussions, des rendez-vous d'affaires mais sont transformés en boîte de nuit à ciel ouvert avec des musiques assourdissantes

Aidés par les propos d'Hélène, nous nous dirigerons vers ces bars qui rythment la nuit à Agoé. C'est en effet là dans l'une des bases arrière de ces filles de la nuit qu'il nous faufra découvrir leur mode opératoire. En effet, dans ce milieu, pour mieux se vendre et donc mieux gagner de sous, il faut se faire bien connaitre et entrer dans les bonnes grâces des gérants de Bar VIP. On devine bien comment pourrait se sceller cette entente.

Tout se négocie et se règle entre clients qui ne veulent pas se faire voir en train de draguer les prostituées au bord de la route. C'est un véritable deal entre les prostituées et ces gérants. Les gérants de Bar repèrent les potentiels clients ou parfois ce sont ceux-ci qui émettent la demande. Un coup de téléphone et le tour est joué. La fille si elle n'est pas déjà dans le bar, débarque et vient s'asseoir à côté de son client. Si celui-ci la trouve à son goût, ils repartent ensemble « régler leur affaire ». D'autres filles par contre accostent directement les clients pour proposer leurs services. Autant dire que la boîte de pandore des mineures est ouverte à Agoè, où les petites filles ne jurent que de leur sexe pour l'argent.

Cet argent qui peut les mener pour une grande majorité vers les pires ennuis, la prison, la drogue et les maladies sexuellement transmissibles (MST). Hélène consciente des dangers ne compte pas s'éterniser dans le milieu, Il s'agit pour elle, d'économiser un peu d'argent pour s'ouvrir un commerce. Elle veut faire partie de cette minorité de prostituées qui ont pu s'en sortir et retourner a la vie normale. Se trouver un mari et fonder une famille. Hélène selon ses dires, en rêve tout le temps. Espérons que les rues des périphéries de Lomé ne lui brisent pas ses rêves.



TRANSHAU PREDICTION OF THE PROPERTY OF THE PRO

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le réseau de TOGO TELECOM

Pour transférer du crédit de communication Taper le 8822 * montant à transférer * numéro bénéficiaire du transfert * mot de passe #

ll CO

<u>Exemple</u>: 8822*500*22534401*0000000# Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : 100 F CFA

Montant maximum à transférer par opération : 5 000 F CFA.



Service client : 112

Dérangement : 119

Service opérationnel d'un compte illico ou Chemoi prépayé vers un autre compte illico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale

Avenue Nicolas GRUNTZKY, ancien siège Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM Ancien immeuble S3G Tél: (228) 22 20 32 06 Espace Telecom AGOE NYIVE

Juste après la Brasserie BB Tél : (228) 22 50 82 01

Face Église d'Adidogomé Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME Face mosquée de l'ex Zongo Tél : (228) 22 23 16 67 Espace Telecom ANANI SANTOS

Carrefour Fréau Jardin Tél: (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél: (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT

Près du Rond-Point du PAL Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE

Près du grand marché de NDANYI Tél : (228) 23 30 00 01

Dans le bâtiment de l'UTB Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME Près de la Préfecture Tél : (228) 24 41 00 50 Espace Telecom ATAKPAM
Face à la station TOTAL

Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE Face au marché - Après CNSS Tél: (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA Près du stade Municipal Espace Telecom DAPAON Face au commissariat

Tél: (228) 27 70 83 00

Près du stade Municipal Tél : (228) 26 60 00 60

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Sport

BASKET: Championnat Lomé Golfe

Martial B.

La Modèle messieurs défait NGB 65-23

'acte 2 du championnat Lomé Golfe a été disputé le week-end écoulé. Sept rencontres disputées, et des surprises continuent de se produire chez des équipes réputées meilleures. Après seulement deux journées, une victoire lors de la première journée face à Racing Club, Swallows s'est incliné face à Dyto samedi dernier. La Modèle messieurs quant à elle aligne sa seconde victoire de rang lors de sa 2ème sortie en gagnant 65-23 face à NGB.

Quatre rencontres, deux dans le tableau masculin et féminin étaient au programme de ce samedi 12 mai. La formation de (New Generation Basket-ball) NGB affrontait la Modèle. NGB n'a pas fait le poids face à une équipe de la Modèle super motivée avec une adresse déconcertante de ses joueurs. NGB a certes en début de match titillé l'adversaire mais la résistance ne sera que de courte durée. La Modèle après sa victoire



sortie, semble avoir bien démarré ce championnat. Face à NGB, tout s'est vite passé, la Modèle a déroulé un jeu contre lequel son adversaire a manqué d'arguments. A la fin de la rencontre, la Modèle défait son adversaire de 70-42. La Modèle dame quant à elle s'est incline 23-51 face à l'Etoile Filante alors que Swallows dame s'est remis de son revers de la première journée en venant dans la dou-70-42 sur CBS lors de sa première leur à bout de UBC 36-31. Swal-

lows messieurs, concède sa première défaite 49-54. Une équipe de Swallows complètement remodelée éprouve du mal à aborder les rencontres de ce championnat.

Trois rencontres ont été disputées ce dimanche 13 mai. CBS dames et hommes se sont imposés respectivement face à Racing et à l'Etoile Filante 38-22 et 55-43. La dernière rencontre a mis aux prises, Fighters à Racing Club

C'était une rencontre de très bonne facture. Ce sont les protégés de Messan Attolou, qui prennent le devant de la scène en menant tout au long de la rencontre 22-18 à la pause. Le réveil de Racing sera payant et recolle au score à la fin du troisième quart temps 38-31. Ils vont maintenir le rythme et

terminer la rencontre 51 à 48.

JUDO:

Sacha Denanyoh qualifié pour les J.O de Londres

'information majeure lors de ce 52 eme anniversaire de l'indépendance du Togo à la fédération de Judo, c'est sans doute la qualification du capitaine de l'équipe nationale de Judo, Sacha Denanyoh pour les JO 2012.

Avant cette célébration du 27 Avril par les judokas, une cérémonie officielle marquée par une série d'allocutions a permis aux amoureux du judo et au public sportif d'apprendre deux informations de taille. Dans son allocution de bienvenue, le président de la FTJ, M. Akpaki Déladèm a annoncé la qualification du judoka togolais Sacha Denanyoh pour les J.O de Londres. Cette qualification s'est faite à l'issue du Championnat d'Afrique Senior d'Agadir qui s'est tenu du 1er au 07 avril dernier. Sacha Denanyoh évoluant au sein du Fribourg JC

en Suisse devient ainsi le premier athlète togolais qualifié pour les JO de Londres. Déjà présent aux Jeux de Beijing, il aura à cœur de faire mieux que la 11ème place qu'il y a occupé. L'autre information est la nomination du Togo en la personne du président de la FTJ, Akpaki Déladèm au poste de Directeur de la Communication de l'Union Africaine de Judo (UAJ), l'instance faitière de la discipline sur le continent. Plus aucun doute donc qu'après sa traversée du désert, le Togo a rejoint le concert des nations du Iudo.

FOOTBALL:

Hommage a Jules François Bocandé

Jules François Bocandé, le Lion Sénégalais n'est plus. Il est décédé en pleine opération chirurgicale lundi 09 mai à l'âge de 54 ans. La nouvelle de son décès a endeuillé tout le Sénégal quelques jours seulement après le décès du Nigerian Rashidi Yekini. Il est prévu un deuil national dans les prochains jours pour cet homme qui a fait la gloire du football sénégalais. L'ancien international Sénégalais, Jules François Bocande est décédé lundi soir à l'âge de 54 ans à la suite d'une opération chirurgicale. Celui qui a été la référence du football Sénégalais dans les années 90 a d'abord été formé à Casa Sport, le club de sa ville natale de Ziguinchor. Après quoi, il partira en Europe où il a évolué au sein de la formation de FC Metz, de PSG en 1984, ainsi que celles de FC Lens et Nice.

Un croche-pied qui envoie Jules Francois Bocandé en Europe

Joueur clé des Lions de la Teranga, Bocandé participe activement à la renaissance du football sénégalais en inscrivant par trois fois face à la formation Zimbabweene (3-0). Trois buts synonymes de qualification pour 1986, organisée par l'Egypte, mais aussi synonyme de son retour sur la mier tour, Bocandé et les Sénégalais pour une place en demi-finale en 1990 et en quart de finale en 1992. Mais tout ça, l'ancien buteur de l'OGC Nice à bien failli ne jamais le connaître n'eut été ce croche-pied ap-

pliqué à l'homme en noir. Le petit



attaquant est certes talentueux mais il a arpenté seulement les pelouses du championnat sénégalais jusqu'à 21 ans. Jules Bocandé est surclassé et rejoint l'équipe première du Casa Sport, le club de sa ville natale, pour jouer et gagner la finale de la Coupe du Sénégal face à l'ogre venu de la capitale, l'ASC Diaraf. Mais c'est l'année suivante qui lui ouvrira les portes de l'Europe. Le match retour, particulièrement tendu, est marqué par la violence. Alors que l'arbitre a fait retirer un penalty raté par la Jeanne d'Arc, Bocandé, alors très jeune, ne peut se contenir et fait un croche pied à l'homme en noir. Un geste qui lui vaut une suspension à vie au Sénégal. Et qui l'envoie en Europe, grâce à un ami belge. La il connaitra la rigueur du championnat européen et a été même sacre meilleur buteur. Il va prendre sa retraite mais ne s'éloigne pas des aires de jeu. Sa santé devenant fragile et suite à une opération qu'il a subit, il succombera quelques heures plus tard le lundi 09 mai dernier et laisse en deuil toute la famille du football sénégalais et africain.

HANDBALL: 2 Phase du championnat de ligue Lomé Golfe

Liberté et Curiaces se séparent 24-24

our le compte de la seconde partie du championnat de Ligue Lomé Golfe, la deuxième phase-aller démarré le week-end du 05 mai au terrain de handball. Il s'est poursuivi les 12 et 13 avec des matchs dans le tableau masculin et féminin. Une des affiches les plus alléchantes fut la rencontre entre Liberté et Curiaces, les deux géants de ce championnat chez les messieurs. Ils se sont séparés dos -à- dos au cours d'une partie qui a tenu toutes ses promesses.

La phase retour du championnat Lomé-Golfe de Ligue était à sa deuxième journée les samedi 12 et dimanche 13 mai. Une des rencontres phares était le choc messieurs entre Curiaces et Liberté qui s'est soldé par un nul de 24 partout. La prestation des deux formations dimanche dernier sur le terrain montre déjà les ambitions, celle de garder le titre de champion Lomé Golfe pour Curiaces et celle de revenir une fois de plus au devant de la scène pour Liberté. C'est a une rencontre très disputée qu'on a assiste le dimanche 13 mai dernier au terrain de



ne se sont données aucun répit sur le terrain. Au moindre point marqué, l'autre équipe ripostait. Les deux formations totalement à l'aise aussi techniquement que tactiquement ont déroulé un chassé-croisé tout le temps qu'a duré le match. C'est ce qui montre ce score à la mitemps 16 partout. Le rythme et le niveau de jeu n'ont pas baissé d'un cran jusqu'au coup de sifflet final. 24 à 24.

Chez les Dames le samedi, le handball. Les deux formations match entre Agaza et Bull's

s'est décanté sur le score de 27 a 22. Les Elites dans le tableau masculin se sont incline 21-28 face a Dyto. En D2, Millenium | a défait Matador 32-17 alors que Bull's dans la même catégorie la Coupe d'Afrique des Nations en chez les messieurs est sorti victorieux de son duel avec Dauphin 39-16. La troisième journée qui | scène continentale. Eliminés au prese jouera le week-end prochain propose d'autres affiches allé- reviennent plus fort 4 ans plus tard chantes. Swallows vs Fighters chez les Hommes et Etoile Filante vs UBC chez les Dames.

Culture

Dans le cadre de la fête des mères :

Vlisco lance un grand jeu tombola P Franck NONNKPO

Dans son ambition de magnifier la beauté féminine, Vlisco ne tarit pas d'initiatives. Ainsi dans le cadre de la fête des mères édition 2012, la Société revient avec son désormais traditionnel jeu tombola dénommé cette année : « Offre à ta mère la robe ou le pagne de ses rêves ». L'idée est toute simple : célébrer nos mamans et les remercier pour tout ce qu'elles font pour nous au quotidien.

Le jeu, lancé le 14 mai dernier dans la boutique principale Vlisco sise au 16 Avenue, Nicolas Grunitzky, se poursuit au même endroit jusqu'au 02 juin prochain sous la supervision de l'huissier de justice Me Ablamvi AMEGBO. Pendant cette période, contre tout achat de pagne Vlisco, le client recoit un ticket. qu'il rempli pour le gliser ensuite dans une boîte conçu à cet effet. Le tirage au sort permet de gagner un des lots suivants:

1er prix : 2 pagnes de collection +la facon d'une robe offerte chez un des partenaires de Vlisco (Sty-



liste).

façon d'une robe offerte.

3è prix : 1 Java de collection + la façon d'une robe offerte.

5è prix : 1 Java de collection.

Le saviez-vous?

Vlisco crée et produit depuis 1846 des tissus tendance aux couleurs de l'effervescente culture de l'Afrique centrale et de l'Ouest.

Connaissant la force créative et ex-2è prix : 1 pagne de collection + la pressive des consommateurs africains, la marque a su surprendre et inspirer des générations successives de clients passionnés avec ses 4è prix : 1 Pagne Wax de collec- dessins colorés. Vlisco est l'une des quatre marques du Groupe Vlisco. Son siège se trouve à Helmond, les départements Marque et Marketing et Ventes étant basés à Amstelveen. Employant environ intenses qui font partie intégrante 2 400 personnes, le Groupe Vlisco dispose de bureaux de vente dans de nombreux pays d'Afrique.

"Do it' 'ou le défi de promouvoir l'art au Togo

romouvoir la chose artistique au Togo, c'est le défi que s'est lancé l'Association "Do it" qui depuis l'année dernière, offre aux artistes plasticiens un espace de visibilité et de promotion de leurs œuvres à travers une exposition. Cette année c'est une somptueuse villa sise au cœur du quartier Nyékonakpoè, non loin de la pharmacie Adjololo, qui a été choisie pour accueillir l'exposition dont le vernissage a eu lieu le samedi 12 mai . Depuis ce jour et ce, jusqu'à demain jeudi 17mai, le public est appelé à contempler les belles œuvres de peinture, de sculpture ... exposées par une dizaine d'artistes togolais et étrangers. Selon M. Jacques LOUSTRIC, Président de "Do it" « l'Association

va essayer de mettre en place une politique d'aide aux artistes pour qu'ils puissent vivre de leur art. » Présent à cette exposition par un magnifique tableau habilement travaillé dans du goudron, et intitulé « Le silence », Kokou KPATA-KOU, a tenu à partager avec les lecteurs de Focus Infos ses sentiments et la source de son inspiration : « le suis heureux de participer à cette exposition. Je suis "Do it" depuis la première édition (ndlr : l'année

Cette année, j'ai voulu apporter



Une oeuvre exposée

quelque chose de nouveau et grâce à mes recherches personnelles, j'ai réalisé une œuvre avec du goudron : c'est une innovation parce qu'en matière d'art il faut toujours innover, toujours chercher. »

Trois œuvres, dont une de récupération métallique et deux d'assemblage, portent la signature de Claudio, un habitué des grands rendez-vous d'art au Togo. « Le public apprécie nos œuvres et j'espère qu'ils vont faire des achats. », nous a-t-il confié.

Hélène, une expatriée française venue visiter l'exposition n'a pas caché sa satisfaction : « J'ai beaucoup apprécié tous ces artistes ...Par rapport aux œuvres, je trouve qu'il y a eu beaucoup de travail, beaucoup de recherches différentes ;

c'est assez intéressant. «

Les Rastas et le 11 mai

P Euphrasie YEME

ou « Ras Tafari » est un mouvement de pensée messianique hébreuéthiopien; assimilé par certains à une religion, par d'autres à une philosophie, voire à une idéologie ou un syncrétisme pour ses références à la Bible.

Les rastafaris, eux, le conçoivent comme la révélation d'un mode de vie «lévité», et inspiré par l'impériale majesté Hailé Sélassié Ier qu'ils considèrent comme leur parrain. Les croyants de ce mouvement sont « rastafari », souvent appelés par le diminutif « rasta ». L'utilisation du terme «rastafarisme» est considéré comme déceptif par les véritables disciples de Ras Tafari qui y voit une tentative désespérée par les «media de Babylone» de labéliser, classifier et déprécier un mouvement prophétique de proportion biblique dont le message met en danger les institutions corrompues qu'eux-mêmes soutiennent. Pour d'autres, le rastafarisme (à ne pas confondre avec le mouvement Rastafari dont il est la mauvaise copie) semble présenter certaines similitudes avec le shivaïsme. Le shivaïsme faisant partie de l'hindouisme avec Shiva une divinité primordiale dans l'Hindouisme; dont les adeptes gardent de longs cheveux en cadenettes et sont

e mouvement rastafari toujours plongés en méditation. Le mouvement rastafari a commencé en partie avec Marcus Garvey, un jamaïcain installé à Harlem. Il préconisait une doctrine nationaliste noire et radicale qui souhaitait unifier les Noirs du monde entier. L'une de ses théories consistait au rapatriement en Afrique des Rastas, considérée comme la vraie patrie des noirs. Il prédit entre autre également qu'un roi noir serait couronné en Éthiopie.

profond engagement spirituel qui s'inspire particulièrement du vœu de Nazarite présenté dans laire particulier dans lequel la Bible. Ce choix implique un on remarque souvent des mots mode de vie stricte et permet comme : de sanctifier la personne en lui apportant une plénitude spirituelle. Les rastas se réfèrent à des règles dans leur vie quotidienne. Il y en a trois importantes telles : - ne pas se couper les ongles, ni se coiffer les cheveux, ce qui entraîne l'apparition des « Drea-

- ne pas consommer de viande; - ne pas consommer de produit de la vigne.

Les rastas respectent sept piliers

- L'Empereur Hailé Sélassié est
- Marcus Garvey est un prophète.
- Il convient de lutter contre

toutes les formes d'oppression symbolisées par le concept de « Babylone », qu'elles concernent les Noirs ou les Blancs.

- L'Ethiopie est le « Zion », la Terre promise par Dieu au peuple élu.
- Le rapatriement en Afrique (ou en Éthiopie) commence dans le cœur et l'esprit.
- Une vie naturelle, à base de nourriture « Ital. », généralement végétarienne, surtout sans viande du porc.
- La ganja, qui aurait poussé sur Le mode de vie des rastas est un la tombe du roi Salomon, est

Les rastafaris ont un vocabu-

- Babylone : une idée importante désignant le patriarcat des blancs opprimant les noirs depuis des siècles à travers l'esclavage physique puis économique. Les rastafaris s'identifient au peuple d'Israël déporté pendant l'esclavage à Babylone.
- * Zion (Sion) qui désigne la terre promise : l'Éthiopie et plus largement l'Afrique.
- * Ital. : la cuisine végétarienne préconisée par beaucoup de Rastafaris par respect pour les animaux, selon l'idée que le corps est un temple à protéger. D'autres suivent les préceptes alimentaires de l'Ancien Testament.

La devise du rasta n'est en aucun cas de se droguer (il rejette alcool, tabac, drogues dures..) mais au contraire il considère que le cannabis est un moyen de méditation et de réflexion spirituel.

Les rastas croient en Dieu (Jah) et en la Bible des chrétiens et des juifs, mais ils affirment que celleci a été modifiée et est incomprise. Ils dénoncent le système capitaliste car il empêcherait la liaison directe avec la Terre et il maintiendrait les Hommes dans un esclavage mental où l'argent compte plus que tout.

Le 11 mai de chaque année, tous les rastas commémorent de part le monde « le King Bob Marley, le roi du reggae ». Au Togo, différentes manifestations ont marqué l'évènement. Le 11 mai dernier à Lomé, un show exclusivement reggae, « Forever live » a eu lieu sur le terrain de Tokoin forever avec les artistes reggae; « Acoustic africa » s'est tenue à l'Institut Francais avec Dobe Gnahore et bien d'autres artistes ; une autre soirée « spéciale 11mai » a également vu la participation de plusieurs

rastas au Free time à Nyékonakpoè Togbato. A Kpalimé, la communauté des rastas de la montagne du pic d'Agou n'ont pas voulu se faire conter l'évènement. Ils ont aussi organisés une « soirée spéciale ». Egalement à Sokodé, il y a eu un festival spécial reggae, avec pour thème « musique en action » aux Affaires Sociales de Sokodé avec Naty, Agbadja Blue, Dega Omega, Begy Star, Dj Zella, Ben et bien d'autres.

Qui est Bob Marley?

obert Nesta Marley, alias Bob Marley, né le 6 février 1945 en Jamaïque et mort le 11 mai 1981 aux États-Unis, fut un chanteur et un auteur-compositeur-interprète de reggae jamaïcain. Il s'est converti au rastafari en 1966. Bob Marley a rencontré de son vivant un succès mondial, et reste à ce jour l'artiste le plus connu et le plus vénéré du reggae, tout en étant considéré comme celui qui a permis à la musique jamaïcaine et au mouvement rastafari de connaître une audience planétaire. Il a vendu plus de 200 millions de disques à travers le monde et demeure le plus grand vendeur de disques reggae de l'histoire.

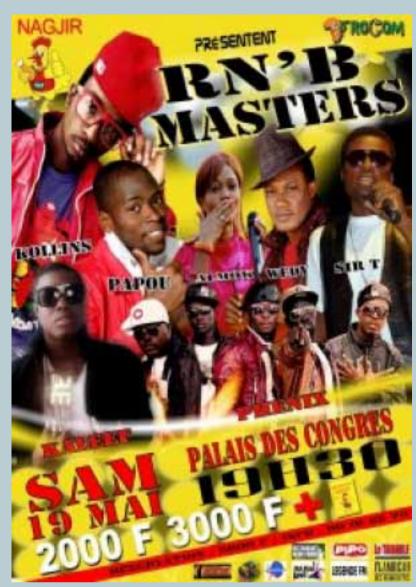
14.

Culture

R'&B Masters:

P Franck NONNKPO

la parade des Stars!



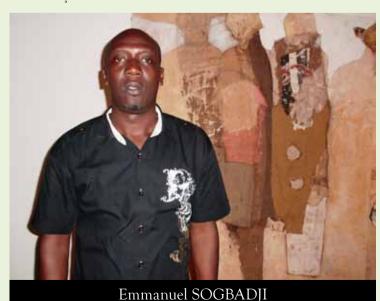
'est incontestablement l'événement de ce mois de mai ; le show 100% inédit de la crème du R'&B togolais, dénommé « R'&B Masters ». Une fois encore, le Palais des Congrès de Lomé va vibrer! La date à retenir, c'est le samedi 19 mai 2012, à partir de 19 h 30minutes.

Sur scène : Wedy, Papou, Sir T, Kaleef, Almok , Kollinx, le groupe Phénix, Black T, John Keder, Toussaint, et plusieurs autres surprises, pour un spectacle ou mieux une parade époustouflante.

Exposition d'Emmanuel SOGBADJI:

«L'artiste «à la recherche de l'Homme»

« A la recherche de l'homme », c'est le titre d'une exposition de l'artiste plasticien Emmanuel Sogbadji, dont le vernissage s'est tenu le 9 mai dernier à l'Institut Français de Lomé.



Après la collection « Le linge du chasseur », Emmanuel Sogbadji offre à nouveau au public une dizaine d'œuvres, toutes exprimant son désir de « retrouver la valeur réelle de l'être humain ». Considérant que ses œuvres sont des coins de carrefour de tout son vécu, l'inspiration lui vient de son entourage, tout ce qui bouge autour de lui et dont il n'est pas satisfait. En plein dans la peinture , la sculpture, la céra-

Foire du livre 8° édition

P Franck NONNKPO



our favoriser la lecture en masse, la Librairie Star organise chaque année la foire du livre, en partenariat avec l'Association française "Le Français en partage", une organisation de solidarité francophone .L'initiative, cette année, est à sa 8e édition qui court du 02 au 22mai .Pendant cette période le public pourra, à moindres frais, se procurer de livres exposés à la Librairie Star sise

non loin de la Direction du Tourisme, à côté du restaurant Marox.

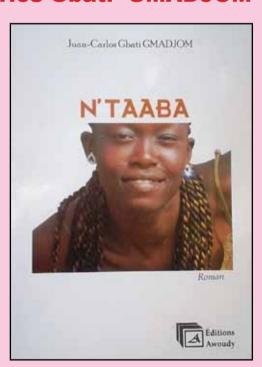
Les livres ainsi exposés sont collectés en France auprès des sociétés et des particuliers, par "Le Français en partage" qui les a ensuite convoyés sur le Togo. Les fonds récoltés de la vente seront investis dans les œuvres sociales, construction d'écoles, de centres de santé... à l'intérieur du pays

Vient de paraître :

P Franck NONNKPO

« N'TAABA » de Juan-Carlos Gbati GMADJOM

a famille littéraire togolaise vient de s'agrandir; un nouveau vient de naître. Son nom: « N'TAABA »! Son auteur ✓est Juan-Carlos Gbati GMADJOM, natif de Bassar, juriste et passionné d'écriture. L'œuvre, un roman de 158 pages, est publiée par les « Editions Awoudy », et présentée au public le samedi 12 mai 2012 au Centre culturel Hakuna Matata. « N'TAABA », du nom de l'héroïne, est l'histoire tumultueuse d'une femme ravissante aux côtés de son mari Kodjo. Malgré la pauvreté et la difficulté à subvenir aux besoins de la petite famille, cette jeune dame battante avait pour soutien AKIM, la tante paternelle à ses enfants KPANTE, NADJOMBE et BLMÔ. Après l'assassinat de son mari par un groupe de jeunes dont le cerveau n'est autre que NAKPAN, fils unique d'AKIM, sa confidente, N'TAABA subira une tentative de viol avant de mourir dans les bras de sa fille BLMÔ, qui s'est assagie, après une mauvaise vie. « N'TAABA », c'est la persévérance, le don de soi d'une femme, mais aussi et surtout un questionne-



ment existentiel comme l'indique le titre qui en langue Bassar signifie littéralement « Sur quoi ai-je marché ? » ou « Qu'ai-je piétiné ? », et par extension « Qu'ai-je fait à mon destin ? »

mique, les dernières expériences d'Emmanuel l'ont conduit vers la gravure sur métal. Selon l'artiste, c'est le sujet choisi qui impose la technique de travail. Pour lui, « pour être une icône, il vaut mieux avoir une identité personnelle, avoir un fond », ce qui permet de voir non pas le superficiel de l'être humain mais son intérieur. Emmanuel Sogbadji est diplômé d'Etudes Supérieures Artistiques en 2000, avec pour spécialité la sculpture sur pierre et bronze. Il approfondit ses recherches à l'Ecole régionale des Beaux

Arts de Saint Etienne (France) puis à Pietra Santa (Pise, Italie). De retour en Afrique, il se consacre à sa recherche plastique, et particulièrement il enseigne les arts plastiques au Togo et au Bénin. Il a de nombreuses expositions à son actif, surtout en Italie, mais aussi en France, en Allemagne, en Suisse, en Côte d'Ivoire, et au Ghana. L'exposition de sa nouvelle collection se poursuit à l'Institut Français de Lomé jusqu'au 25 mai.



N°0063 | du 16 au 30 mai 2012



ECOUTER



BENIN BURKINA FASO | CAMEROUN | COTE D'IVOIRE GABON | GHANA | MADAGASCAR | MALI | SENEGAL | TOGO

: www.groupecolina.com

